

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Fax: (+39) 06 5705 4593 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.net

Point 3 de l'ordre du jour

CX/NFS DU 10/32/3

Septembre 2010

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME
Trente-deuxième session

Santiago, Chili
1 – 5 novembre 2010

PROJECT D'ANNEX AUX DIRECTIVES CONCERNANT L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL :
PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DE VALEURS NUTRITIONNELLES DE
RÉFÉRENCE POUR LES VITAMINES ET LES SELS MINÉRAUX POUR LA POPULATION

- Observations à l'étape 6 de la Procédure -

Observations de :

ARGENTINE

AUSTRALIE

COSTA RICA

MEXIQUE

NOUVELLE-ZELANDE

PARAGUAY

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

FIL – Fédération internationale de laiterie

IFT - Institute of Food Technologists

ARGENTINE

L'Argentine remercie le Comité de la possibilité qui lui est offerte d'émettre les observations suivantes :

Références

Texte en gras : texte observé dans le document

Texte en italique : justification

2. DÉFINITIONS

2.1. **Niveau nutritionnel individuel**₉₈ (INL₉₈) correspond à la valeur d'apport nutritionnel journalier estimée répondant aux besoins de 98 pour cent des individus en bonne santé apparente appartenant à un groupe spécifique établi en fonction de l'étape de la vie et du sexe.

*Concernant ce point, l'Argentine considère que le terme « **apport** » devrait faire partie de la définition étant donné que la mention « niveau nutritionnel individuel » ne semble pas la plus appropriée car elle prête à confusion eu égard à la définition, ce niveau se référant aux besoins de 98 pour cent de la population générale. Elle propose donc la rédaction suivante :*

2.1. **Apport nutritionnel individuel**₉₈ (INI₉₈)¹ correspond à la valeur d'apport nutritionnel journalier estimée répondant aux besoins de 98 pour cent des individus en bonne santé apparente appartenant à un groupe spécifique établi en fonction de l'étape de la vie et du sexe.

2.2. **Niveaux d'apport supérieurs (UL)** correspond au niveau maximal d'apport **habituel** à partir de toutes les sources d'un élément nutritif estimé non susceptible d'avoir des effets adverses pour la santé humaine.

Concernant ce point, l'Argentine considère que le terme « habituel » est confus et qu'il convient de prêter une attention particulière à cette définition et de tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas de l'apport habituel mais de l'apport dont il est prouvé qu'il a des effets adverses.

Note de bas de page 1

¹ Des pays différents peuvent utiliser d'autres termes pour ce concept, par exemple apport nutritionnel recommandé (ANR), apport journalier recommandé (AJR), apport nutritionnel de référence (RNI - Reference Nutrient Intake), ou apport de référence pour la population (PRI - Population Reference Intake).

² Des pays différents peuvent utiliser d'autres termes pour ce concept, par exemple niveau supérieur d'apport nutritionnel tolérable (UL), ou extrémité supérieure de la fourchette des apports sûrs.

L'Argentine considère qu'il serait recommandable de proposer une traduction en espagnol des différents sigles anglais afin d'unifier la terminologie dans les différents pays hispanophones et dans les textes publiés en espagnol.

L'Argentine est d'accord avec le reste du document et avec les points établis, compte tenu des dispositions de sa législation en vigueur.

AUSTRALIE

L'Australie apprécie l'opportunité qui lui est offerte de formuler des observations sur le projet de Principes généraux pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale (Principes généraux) et est ravie de constater qu'il a été avancé à l'étape 6 à la 33^e session de la Commission du Codex Alimentarius.

L'Australie souhaite ajouter les observations suivantes concernant le projet de Principes généraux.

Observations générales

L'Australie note que des travaux séparés ont été entrepris sur le développement de principes pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles (VNR-MNT), et que ces travaux cherchent à assurer dans la mesure du possible une cohérence maximale avec le texte et la structure des Principes généraux concernant des VNR pour les vitamines et les sels minéraux.

Nous constatons aussi que ces Principes généraux ne sont pas applicables au groupe le plus jeune de la population (6 à 36 mois) et que des travaux supplémentaires doivent être réalisés, dans une deuxième étape distincte, pour étudier des principes pertinents pour ce groupe d'âge. Nous avons cru comprendre que, pour ce faire, le projet de Principes généraux serait utilisé comme base et modifié le cas échéant pour s'adapter aux plus jeunes.

Observations spécifiques

Préambule

L'Australie propose de modifier le 2^e paragraphe du préambule afin de préciser qu'il existe deux circonstances dans lesquelles les gouvernements peuvent choisir d'établir leurs propres VNR, à savoir pour les éléments nutritifs pour lesquels existent des VNR telles qu'énumérées dans les *Directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel*, ou pour d'autres éléments nutritifs. Ainsi, nous proposons la modification rédactionnelle suivante (ajouts en caractères **gras**) pour plus de clarté :

« Un gouvernement peut **choisir** d'utiliser les VNR ou, alternativement, d'étudier le caractère adapté des principes généraux ci-dessous et de facteurs supplémentaires spécifiques à un pays ou une région pour établir ses propres valeurs nutritionnelles de référence à des fins d'étiquetage, **tant pour les éléments nutritifs pour lesquels existent des VNR que pour les autres.** »

Section 3A. Choix de sources de données appropriées pour établir les VNR

Nous notons que des travaux connexes sont désormais en cours pour établir un projet de VNR supplémentaires ou modifiées sur la base de ces principes généraux, de même que des travaux visant à développer des projets de principes pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles (VNR-MNT). À mesure que ces travaux progressent, cela pourrait soulever des questions susceptibles d'apporter des améliorations aux Principes généraux concernant des VNR pour les vitamines et les sels minéraux. En particulier, l'Australie serait en faveur de l'inclusion dans les Principes généraux de critères supplémentaires pour le choix des sources de données appropriées conformément aux propositions du projet de principes pour l'établissement de VNR-MNT (CX/NFSDU 10/32/7). Nous proposons de remplacer la deuxième phrase de cette section par la suivante :

« Les valeurs pertinentes et récentes ~~reflétant des évaluations indépendantes des données scientifiques~~ émanant d'organismes scientifiques compétents reconnus autres que la FAO/OMS peuvent aussi être prises en compte. **Les critères suivants devraient être appliqués pour sélectionner des sources appropriées pour ces valeurs :**

- **Les sources devraient refléter des évaluations indépendantes des données scientifiques par des organismes scientifiques compétents reconnus ;**
- **Une priorité absolue devrait être accordée, le cas échéant, aux valeurs les plus récentes émanant d'organismes scientifiques compétents reconnus, à condition qu'il existe des nouvelles preuves substantielles ayant été évaluées au moyen d'un examen systématique.** »

Section C Prise en compte des niveaux d'apport supérieurs

L'Australie ne comprend pas bien comment ce principe est censé s'appliquer à la prise en compte des VNR adéquates, au-delà d'une simple comparaison.

L'Australie n'est pas favorable à l'assimilation de ce principe à une stratégie de gestion des risques ; en effet, il n'est pas très ciblé et se fonde sur l'éventualité très improbable où la teneur en éléments nutritifs d'un aliment exprimé en % de la VNR [adulte]/portion ou /100 g entraînerait des changements de comportement durables dans le but d'augmenter la consommation de cet aliment ou d'autres sources de cet élément nutritif (l'objectif étant 100 % de la VNR [adulte]), qui pourrait alors malencontreusement dépasser l'apport supérieur d'un enfant en bas âge. Nous préférierions que ce principe soit supprimé (et qu'il ne s'applique pas au regard des VNR-MNT).

Étant donné que le CCNFSDU envisage d'étendre la liste des VNR de manière à inclure les VNR-MNT, le Comité pourrait demander au CCFL d'étudier une stratégie de gestion des risques appropriée qui informerait directement le consommateur, comme une déclaration similaire à la déclaration des éléments nutritifs, dans le sens où elle préciserait que les % de VNR se basent sur les besoins des adultes et qu'ils peuvent donc être plus élevés ou plus faibles pour les autres groupes de la population.

Cette demande pourrait être faite à l'occasion de la finalisation de toutes les VNR.

COSTA RICA

Dans les cas de vitamines A et C, elles sont particulièrement inquiétantes car les valeurs proposées sont environ 30% inférieures à celles des directives. En révisant la consultation des experts FAO/OMS pour les besoins en vitamines et en sels minéraux dans l'alimentation humaine, nous notons qu'elle utilisait les données de 1988 pour la vitamine A et, par conséquent, nous ne savons pas pourquoi la VNR a été fixée à 550 µg RE/jour pour l'option 2 au lieu de la valeur actuelle de 800 µg RE/jour.

La même consultation d'experts mentionne qu'il y a même une prévalence de la carence en vitamine A plus élevée dans la région des Amériques, ce qui supporterait également la nécessité d'établir une VNR plus élevée pour ce nutritif.

De même, pour la vitamine C, la consultation établit une valeur de 45 mg/jour au lieu de la valeur actuelle de 60 mg/jour, et nous ne comprenons pas le changement car la documentation passée en revue indique que cette valeur pourrait être augmentée dans un futur proche.

En tant que pays en développement, nous pensons que la nouvelle VNR doit être harmonisée autant que possible, avec comme objectif de réduire les dépenses pour les industries locales qui doivent utiliser plusieurs étiquettes afin de remplir les exigences des marchés cibles pour leurs exportations. C'est la raison pour laquelle, concernant la VNR pour le zinc et le fer, nous sommes enclins à sélectionner l'option 1 qui se réfère à la VNR avec une biodisponibilité en sels minéraux, représentant mieux la biodisponibilité en sels minéraux du régime diététique mondial, sans inclure des réglementations permettant aux pays de calculer leur propre VNR pour ensuite être en mesure de mieux représenter la biodisponibilité probable dans le régime diététique national.

MEXIQUE

MODIFICATIONS SUGGEREES	JUSTIFICATION
1. PRÉAMBULE	
Ces principes s'appliquent à l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence du Codex à des fins d'étiquetage (VNR) pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale, à savoir tous les individus de plus de 36 mois. Ces valeurs peuvent être utilisées pour aider les consommateurs 1) à estimer les contributions relatives de différents produits à l' apport alimentaire global sain apport global recommandé et 2) à comparer la teneur en éléments nutritifs entre les produits.	Le Mexique suggère de supprimer les termes « alimentaire » et « sain » (healthful) étant donné que l'apport alimentaire journalier d'une population ne peut être classé.
De plus, les gouvernements peuvent établir des valeurs nutritionnelles de référence d'étiquetage des aliments qui tiennent compte de facteurs spécifiques au pays ou à la région et qui ont une influence sur l'absorption ou l'utilisation des éléments nutritifs. Les gouvernements peuvent également décider d'établir ou non des valeurs nutritionnelles de référence séparées aux fins d'étiquetage des aliments pour des tranches spécifiques de la population générale, comme les femmes enceintes et allaitantes pendant l'allaitement .	La traduction de la mention « lactancy women » en espagnol ne correspond pas à la mention utilisée dans la langue.
2. DÉFINITIONS	
2.3. Valeurs nutritionnelles de référence- ensemble de valeurs numériques utilisées comme un guide pour l'évaluation et la planification de l'apport nutritionnel pour une population saine et bien nourrie, celui-ci incluant l'apport journalier recommandé (AJR) et l'apport journalier suggéré (AJS).	Le Mexique propose d'insérer dans le document une définition de « valeurs nutritionnelles de référence ».
3. PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DE VNR POUR LES VITAMINES ET LES SELS MINÉRAUX	
A. Choix de sources de données appropriées pour établir les VNR Il convient de tenir compte des valeurs de l'apport nutritionnel journalier récentes et pertinentes de la FAO/OMS comme sources	Le Mexique considère que chaque pays dispose d'institutions éducatives et de recherche

<p>primaires pour établir les VNR.</p> <p>Les valeurs pertinentes et récentes reflétant des évaluations indépendantes des données scientifiques émanant d'organismes scientifiques gouvernementaux ou non gouvernementaux compétents, reconnus et autres que la FAO/OMS, peuvent aussi être prises en compte.</p>	<p>gouvernementales et non gouvernementales possédant une expérience significative dans ce domaine.</p>
<p>Les VNR pour la population générale devraient être déterminées en calculant les moyennes pour un groupe de la population de référence donné de plus de 36 mois. Les valeurs nutritionnelles de référence déterminées par le CCNFSDU se basent sur les valeurs pour les adultes hommes (19 à 65 ans) et femmes (19 à 50 ans).]</p> <p>Aux fins de l'établissement de ces VNR, les valeurs pour les femmes enceintes et allaitantes pendant l'allaitement devraient être exclues.</p>	<p>La traduction de la mention « lactancy women » en espagnol ne correspond pas à la mention utilisée dans la langue.</p>
<p>NOTE DE BAS DE PAGE</p>	
<p>1 Des pays différents peuvent utiliser d'autres termes pour ce concept, par exemple apport nutritionnel recommandé (ANR), apport journalier recommandé (AJR), apport nutritionnel de référence (RNI - Reference Nutrient Intake), ou apport de référence pour la population (PRI - Population Reference Intake), VNR (Valeur Nutritionnelle de Référence).</p> <p>2 Des pays différents peuvent utiliser d'autres termes pour ce concept, par exemple niveau supérieur d'apport nutritionnel tolérable (UL), ou extrémité supérieure de la fourchette des apports sûrs.</p>	<p>Le Mexique propose d'ajouter le sigle VNR conformément à la proposition suggérée dans les définitions.</p>

NOUVELLE-ZELANDE

- La Nouvelle-Zélande est consciente que des travaux parallèles sur les valeurs nutritionnelles de référence (VNR) à des fins d'étiquetage sont actuellement soumis à un examen critique à différentes étapes au sein du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) :
 - « *Projet de Principes généraux pour l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence pour les vitamines et les sels minéraux pour la population générale* » (à l'étape 6), et
 - « *Principes et critères pour le développement de VNR à des fins d'étiquetage pour les éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire* » (à l'étape 3).
- Dans le but d'adopter une approche unifiée dans le développement des normes, la Nouvelle-Zélande recommande vivement d'associer aussi vite que possible ces deux composantes de travaux.
- Lorsque ces deux éléments auront été coordonnés dans un même ensemble par le CCNFSDU, le Comité devra analyser les problèmes susceptibles de se poser lorsque les valeurs nutritionnelles de référence à des fins d'étiquetage sont différentes selon qu'elles se fondent sur la nécessité de prévenir les carences ou de réduire le risque de maladies chroniques non transmissibles liées au régime alimentaire.

PARAGUAY

Le Paraguay a examiné ce document au sein de réunions présidées par les coordinateurs nationaux du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime. Ce Comité a déclaré être d'accord avec ce document et a insisté sur le fait que, pour notre pays, les tableaux de la FAO et de l'OMS constituent une référence habituelle et qu'il est important de pouvoir disposer de ces valeurs mises à jour.

ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE

Les États-Unis remercient la délégation de la Corée pour avoir permis de progresser sur ce point de l'ordre du jour. Nous proposons les observations préliminaires suivantes sur le projet de dispositions Codex à l'étape de l'Annexe III de l'ALINORM 10/33/26.

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Coordination des travaux. Les États-Unis restent favorables à une étroite coordination du développement de ces principes et critères avec ceux liés au point distinct mais apparenté à l'ordre du jour sur l'établissement de VRN pour les éléments nutritifs liés à un risque de maladies chroniques liées au régime alimentaire (VNR-MNT). Par conséquent, nos observations visent, lorsque c'est possible, à conserver un texte et une organisation identiques voire similaires pour ces deux ensembles de principes, après l'examen du texte de l'Annexe III et de la proposition révisée relative aux projets de principes destinés à l'établissement des VNR-MNT, formulée dans le rapport du groupe de travail électronique.

Numérotation des dispositions. Lors de la prochaine révision de ces principes, le Comité pourrait souhaiter déterminer si les dispositions de la Section 3 doivent être numérotées comme suit:

3. PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DE VNR POUR LES VITAMINES ET LES SELS MINÉRAUX

3.1 Choix de sources de données appropriées pour établir les VNR

3.1.1 Valeurs de l'apport nutritionnel journalier récentes et pertinentes de la FAO/OMSValeurs pertinentes et récentes reflétant des évaluations indépendantes des données scientifiques....

3.1.2 (nouveau texte proposé ci-dessous)

3.2 Choix de la base appropriée

3.3 Prise en compte des niveaux d'apport supérieurs

II. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES

1. PRÉAMBULE

2^e paragraphe, 1^{ère} phrase

Nous proposons d'ajouter le texte suivant en gras à la fin de cette phrase:

Un gouvernement peut choisir d'utiliser les VNR ou, alternativement, d'étudier le caractère adapté des principes généraux ci-dessous et de facteurs supplémentaires spécifiques à un pays ou une région pour établir ses propres valeurs nutritionnelles de référence à des fins d'étiquetage, **tant pour ces nutriments que pour d'autres.**

Justification : Le texte ajouté contribue à clarifier les deux circonstances dans lesquelles il peut être opportun pour les gouvernements d'établir leurs propres VNR en tenant compte de facteurs supplémentaires spécifiques à un pays ou une région.

3. PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DE VNR

Choix de sources de données appropriées pour établir les VNR

Par ailleurs, les États-Unis soutiennent l'ajout du texte suivant au nouveau point 3.1.2 proposé dans le rapport du groupe de travail électronique sur les projets de principes généraux destinés à l'établissement des VNR-MNT :

(nouveau point 3.1.2) « Si besoin est, une plus grande priorité doit être accordée aux valeurs émises par des organismes scientifiques compétents pour lesquelles l'évaluation des preuves a fait l'objet d'un examen systématique. »

Choix de la base appropriée

2^e paragraphe

Les États-Unis comprennent que ces principes généraux sont censés s'appliquer à l'établissement de VNR, maintenant et à l'avenir. Ceci dit, le Comité pourrait vouloir considérer s'il serait plus approprié de proposer la phrase suivante avec les modifications supplémentaires suggérées dans une note de bas de page fournissant des informations spécifiques sur les valeurs VNR actualisées au point 3.4.4 des Directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel et non en guise de principe général:

« Ces valeurs nutritionnelles de référence déterminées par le CCNFSDU se basent sur les valeurs pour les adultes hommes (19 à 65 ans) (si ce n'est que les valeurs des vitamines B₆ et D sont basées sur les 19 à 50 ans) et femmes (19 à 50 ans). »

Compte tenu des modifications susmentionnées, la première phrase du présent paragraphe pourrait être légèrement modifiée comme suit:

« Les VNR pour la population générale devraient être déterminées en calculant les moyennes pour un groupe de la population de référence donné de plus de 36 mois (**à savoir des adultes hommes et femmes**). »

Les États-Unis apprécient la possibilité de présenter ces observations préliminaires et il leur tarde de progresser sur ce point de l'ordre du jour cette année

FIL – Fédération internationale de laiterie

La FIL se permet de demander que les observations suivantes soient prises en considération :

Préambule

La FIL approuve la mention selon laquelle un gouvernement peut choisir d'utiliser les VNR ou, en alternative, d'étudier le caractère adapté des principes généraux ci-dessous et de facteurs supplémentaires spécifiques à un pays ou une région pour établir ses propres valeurs nutritionnelles de référence à des fins d'étiquetage.

Le but de l'établissement de VNR à des fins d'étiquetage est de donner aux consommateurs des informations pertinentes afin de leur permettre de prendre des décisions éclairées en ce qui concerne un apport suffisant en vitamines et en sels minéraux biodisponibles au moyen d'un régime alimentaire sain et équilibré, sans compléments alimentaires. Cela implique que les habitudes de consommation alimentaire régionales (et donc les sources d'éléments nutritifs) doivent être étudiées pour établir des VNR appropriées ; des variations scientifiquement fondées sont donc possibles selon les régions.

Sur la base des précisions ci-dessus, la FIL demande au Codex de reconnaître et d'envisager de tenir compte de l'importance des différences en matière d'habitudes alimentaires de par le monde (et donc de sources d'éléments nutritifs) lors de l'établissement de VNR à des fins d'étiquetage.

VNR pour le calcium

La FIL s'inquiète tout particulièrement de la VNR pour le calcium, pour laquelle une valeur de 1 000 mg est proposée. Selon l'avis du Comité scientifique de l'alimentation humaine sur le niveau supérieur d'apport tolérable de calcium (EFSA, 2006) : « La teneur et la biodisponibilité du calcium dans les aliments sont très variables. Les meilleures sources sont le lait (120 mg/100 g) et les produits laitiers (jusqu'à 1100 mg/100 g), dont près de 32 % sont assimilables ; ce taux est nettement supérieur à celui de la plupart des autres sources alimentaires naturelles de calcium. Dans les régimes alimentaires européens, de 45 à 70 % de l'apport diététique en calcium proviennent des produits laitiers. » Au Japon, où la consommation de produits laitiers est moindre que dans les pays occidentaux, près de 30 % de l'apport en calcium provient du lait, selon l'étude nationale sur la nutrition (National Nutrition Survey) réalisée par le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales. Par conséquent, le lait et les produits laitiers constituent une source importante de calcium dans de nombreuses régions du monde.

Selon les directives Codex pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé (CAC/GL 23-1997), le terme « source de calcium » peut être utilisé pour des aliments solides contenant la vitamine ou le sel minéral dans des quantités au moins équivalentes à 15 % de la VNR et pour des aliments liquides contenant la vitamine ou le sel minéral dans des quantités au moins équivalentes à 7,5 % de la VNR. En prenant le lait comme référence (120 mg calcium/100 ml), la valeur proposée de 1 000 mg permettrait d'associer une allégation nutritionnelle au lait en tant que « source de calcium » mais pas comme étant « riche en » calcium ou comme présentant une teneur « élevée » en calcium. Par conséquent, il est possible que les consommateurs ne reconnaissent plus à l'avenir la valeur authentique du lait comme une excellente source de calcium, ce qui ne serait pas conforme aux objectifs des directives concernant l'étiquetage nutritionnel, puisque les consommateurs pourraient être induits en erreur.

Référence :

EFSA. 2006. Tolerable Upper Intake Levels for Vitamins and Minerals by the Scientific Panel on Dietetic products, nutrition and allergies (NDA) and Scientific Committee on Food (SCF). Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.efsa.europa.eu/fr/scdocs/oldsc/ndaintakevitaminsminerals.htm> (accès à la date du 9 septembre 2010).

VNR pour les protéines

La FIL constate que le dernier paragraphe de la section 3.4. (ALINORM 10/33/26, annexe IV), est formulé comme suit « ... les renseignements sur les protéines devraient aussi être exprimés en pourcentages de la valeur nutritionnelle de référence ».

Bien que la révision actuelle des VNR à des fins d'étiquetage dans les Directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel ne porte que sur les VNR pour les vitamines et les minéraux, la FIL estime qu'il est crucial que la VNR pour les protéines soit conservée dans les Directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel afin d'être en mesure de signaler convenablement les protéines dans le cadre de l'application de l'étiquetage nutritionnel. Par conséquent, la FIL demande que la valeur de référence pour les protéines soit citée dans le projet de principes généraux.

La FIL est consciente que des propositions ont été effectuées à l'occasion de la 31^e session du CCNFSDU pour inclure une référence à la VNR pour les protéines dans les travaux en cours du CCNFSDU sur les VNR pour les éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire (MNT). Toutefois, la FIL souhaite signaler à nouveau que les protéines ne sont pas associées à une augmentation ou à une diminution du risque de maladie non transmissible (MNT) et ne devraient donc pas être englobées dans les travaux du Codex sur les VNR pour les éléments nutritifs associés au risque de MNT liées au régime alimentaire.

Vitamine K

La FIL souhaite demander au CCNFSDU d'envisager d'approfondir son propos sur les valeurs nutritionnelles de référence (VNR) pour la vitamine K, sur la base des différences entre K1 et K2. De nouvelles données scientifiques laissent à penser que les effets attribuables à la vitamine K pourraient en fait être liés à la vitamine K1, à la vitamine K2 ou aux deux. Récemment, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (2009) a émis un avis sur trois allégations de santé afférentes à la vitamine K et a établi une distinction claire entre les vitamines K1 et K2 ; elle a aussi étudié leurs effets respectifs. Dans le but d'anticiper l'évolution future de la recherche, la FIL propose donc d'ajouter « vitamine K1 + vitamine K2 » entre parenthèses derrière la mention « vitamine K ».

Selon Schurgers et al. (2007), la vitamine K est un cofacteur de la production du facteur de coagulation sanguine (dans le foie) et de la protéine Gla de la matrice (cartilage et paroi veineuse). Un nombre croissant de preuves laissent à penser que, pour une santé osseuse et cardiaque optimale, des apports relatifs élevés de vitamine K sont nécessaires. Dans les aliments, les vitamines K les plus importantes sont la vitamine K1, qu'on trouve notamment dans les légumes verts et dans certaines huiles végétales, et la vitamine K2, composée de plusieurs chaînes plus longues de ménaquinones (MK), savoir MK-7, MK-8, MK-9, et qui se trouve surtout dans certains aliments fermentés, comme dans le fromage.

L'une des principales différences entre les 2 sortes de vitamines K est la très longue durée de demi-vie de la MK-7, d'où un niveau sérologique bien plus stable et une accumulation plus élevée en cas d'apport prolongé. De plus, selon Hojo et al. (2007), l'analyse des différentes formes de vitamine K dans plusieurs variétés de fromage fait apparaître une différence notable entre les types présents ; par exemple, une quantité de K2 dix fois plus élevée que celle de K1 a été constatée dans une certaine variété de fromage.

Bibliographie

Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Scientific Opinion on the substantiation of health claims related to vitamin K and maintenance of bone (ID 123, 127, 128, and 2879), blood coagulation (ID 124 and 126), and function of the heart and blood vessels (ID 124, 125 and 2880) pursuant to Article 13(1) of Regulation (EC) No 1924/2006. EFSA Journal 2009; 7 (9) : 1228

Hojo K, Watanabe R, Mori T et N Taketomo. Quantitive measurement of tetrahydromenaquinone-9 in cheese fermented by Propionibacteria. J. Dairy Sc., 2007, 90, 4078-4083.

Schurgers LJ, Teunissen KJF, Hamulyak K, Knapen, MHJ, Vik, H. et C Vermeer. Vitamin K-containing dietary supplements: comparison of synthetic vitamin K1 and natto-derived menaquinone-7. Blood, 2007, 109(8), 3279-3283.

IFT - Institute of Food Technologists

L'IFT estime qu'une clarification est nécessaire au regard des principes sur l'établissement de VNR pour les vitamines et les sels minéraux pour les segments en bonne santé de la population générale adulte qui présentent des besoins nutritionnels accrus en raison de leur sexe ou d'une étape spécifique de la vie. Par exemple, les besoins nutritionnels augmentent pendant la grossesse et l'allaitement.

Par conséquent, le fait d'autoriser des VNR distinctes pour certaines sous-populations de la population générale permettra d'éviter les déficits nutritionnels dans ces groupes. Les VNR qui reconnaissent ces besoins accrus, notamment en acide folique, peuvent constituer des outils importants dans le cadre de la gestion des besoins de la santé publique. Par ailleurs, les besoins accrus en vitamine B12 des personnes âgées sont avérés. Toutefois, l'établissement de VNR pour la population générale, basées sur les besoins accrus de ces sous-populations particulières pourrait provoquer une surconsommation inutile. La non-reconnaissance des besoins nutritionnels accrus de certaines sous-populations en bonne santé par des VNR figurant sur l'étiquetage limite l'utilité des étiquettes alimentaires en tant qu'outil permettant aux consommateurs d'identifier et de sélectionner les aliments qui répondent à leurs besoins nutritionnels spécifiques. C'est la raison pour laquelle l'IFT se permet de demander que les directives concernant l'établissement de VNR pour des segments de la population générale soient étendues dans le projet de document actuel.

Ainsi, la **Section 3. Principes généraux pour l'établissement de VNR pour les vitamines et les minéraux** **Paragraphe B. Choix de la base appropriée** pourrait être modifiée comme suit, selon le texte en *italique souligné* :

Les VNR devraient se baser sur le niveau nutritionnel individuel 98 (INL₉₈). En l'absence d'un INL₉₈ établi pour un élément nutritif pour un ou plusieurs sous-groupes spécifiques, il peut être approprié d'envisager l'utilisation d'autres valeurs ou fourchettes de référence qui ont été établies par des organismes scientifiques compétents reconnus. La détermination de ces valeurs devrait être examinée au cas par cas.

Les VNR pour la population générale devraient être déterminées en calculant les moyennes pour un groupe de la population de référence donné de plus de 36 mois, à l'exclusion des femmes enceintes et allaitantes et des adultes de plus de 50 ans. ~~[Les valeurs nutritionnelles de référence déterminées par le CCNFSDU se basent sur les valeurs pour les adultes hommes (19 à 65 ans) et femmes (19 à 50 ans).]~~

Aux fins de l'établissement de VNR pour des segments spécifiques de la population générale, il convient d'utiliser la valeur d'apport nutritionnel journalier pour le groupe de la population de référence. ~~Les valeurs concernant les femmes enceintes et allaitantes devraient être exclues.~~

Nous nous permettons par ailleurs d'attirer l'attention sur le rapport (ALINORM 10/33/26) de la 31^e session du CCNFSDU, dont plusieurs points (voir les paragraphes 62, 64, 69, 70 et 84) font apparaître un rapport entre le document ALINORM 10/33/26, annexe III, et le nouveau document de travail CX/NFSDU 10/32/7 « *Avant-projet de valeurs nutritionnelles de référence (VNR) pour les éléments nutritifs associés au risque de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire pour la population générale* ». Nous estimons que les points communs entre ces deux documents, ainsi qu'avec un troisième rapport (ALINORM 10/22/26, annexe IV « *Avant-projet de révision des Principes généraux du Codex régissant l'adjonction d'éléments nutritifs aux aliments* », sont cruciaux et nous attirons l'attention sur la nécessité d'établir des ensembles de directives interdépendants dans le but supérieur de permettre aux directives du Codex de conformer l'approvisionnement alimentaire à la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'activité physique et la santé. Nous reconnaissons qu'il est inhabituel de réagir simultanément sur plusieurs documents et transmettons donc des remarques coordonnées sur ces documents, soit par écrit, soit oralement à l'occasion de la session du comité, à mesure de leur mise à disposition pour observation.